



M. Mariano Rajoy Brey
Président du Gouvernement
Palais de la Moncloa
28071 Madrid

Barcelone, le 16 octobre 2017,

Cher Président Rajoy,

La situation que nous vivons est d'une transcendance telle que celle-ci exige des réponses et des solutions politiques qui soient à la hauteur. Ma lettre souhaite contribuer à atteindre ce genre de réponse, qui sont celles que nous demande la majorité de la société et que l'on attend de nous en Europe, qui ne conçoit une autre forme de résoudre les conflits autrement que par le dialogue, la négociation et l'accord.

En ce sens, j'ai été surpris que dans votre écrit du 11 octobre dernier vous annonciez la volonté de votre gouvernement d'appliquer l'article 155 de la Constitution, afin de suspendre l'autonomie de Catalogne.

Quand le 10 octobre, accédant à la demande de nombreuses personnalités et institutions internationales, espagnoles et catalanes, je vous présentais une offre sincère de dialogue, je ne la fis pas comme une démonstration de faiblesse mais comme une proposition honnête pour trouver une solution à la relation entre l'État espagnol et la Catalogne, bloquée depuis de nombreuses années.

Le dimanche 1^{er} octobre, au milieu d'actions policières violentes dénoncées par les plus prestigieux organismes internationaux, plus de deux millions de Catalans ont confié au Parlement le mandat démocratique de déclarer l'indépendance. D'autre part, il faut aussi tenir en compte les dernières élections au Parlement de Catalogne, où une claire majorité, 47,7%, a voté en faveur des forces indépendantistes, et où les forces explicitement contraires à celles-ci obtinrent 39,1%. Il est de plus nécessaire de se souvenir que 80% des citoyens manifestent de façon réitérée leur volonté de décider leur futur politique en votant lors d'un référendum accordé. Accepter la réalité est le chemin à prendre pour résoudre les problèmes.

La priorité de mon gouvernement est de chercher intensément la voie du dialogue. Nous voulons parler, comme le font les démocraties consolidées,



du problème posé par la majorité du peuple catalan qui souhaite entreprendre son cheminement comme pays indépendant dans le cadre européen.

La suspension du mandat politique issu des urnes le 1^{er} octobre, prouve notre ferme volonté de trouver une solution et non l'affrontement. Notre intention est de parcourir le chemin de façon accordée, tant dans le temps que dans les formes. Notre proposition de dialogue est sincère et honnête. Pour tout cela, durant les deux prochains mois, notre principal objectif est de mettre en place un dialogue et que toutes les institutions et personnalités internationales, espagnoles et catalanes qui ont exprimé leur volonté d'ouvrir un chemin de négociation, aient l'opportunité de l'explorer. Nous pourrions ainsi vérifier le compromis, de chacune des parties, pour trouver une solution accordée.

En raison de tout ce qui précède, je vous transmets deux pétitions :

La première, que la répression contre le peuple et le gouvernement de Catalogne cesse. Aujourd'hui-même doivent comparaître les leaders de la société civile catalane qui ont impulsé les grandes manifestations pacifiques auxquelles des millions de personnes ont participé depuis 2010. Le chef des Mossos d'Esquadra, la police catalane, doit aussi comparaître devant la justice, l'« Audiencia Nacional », un des cadres de police les plus prestigieux de la police européenne et qui exécute sa tâche de façon rigoureuse et avec toutes les garanties.

En ce qui concerne la répression, nous souffrons aussi, entre autres, la vulnération des droits fondamentaux, l'intervention et blocage des comptes bancaires nous empêchant d'adresser correctement nos obligations auprès des personnes les plus vulnérables, la censure d'Internet et des médias, la violation du secret postal, les détentions d'employés publiques, et la violence policière brutale exercée contre la population civile pacifique le premier octobre dernier.

Notre proposition de dialogue est sincère, malgré tout ce qui s'est passé, mais est logiquement incompatible avec le climat actuel de répression croissante et de menace.

La deuxième pétition est que nous concrétions, dès que possible, une réunion pour explorer les premiers accords. Ne laissons pas que la situation se détériore d'avantage. Avec de la bonne volonté, en reconnaissant le problème et en le regardant en face, je suis convaincu que nous pourrions trouver le chemin de la solution.

Cordialement,

Carles Puigdemont i Casamajó